

MALAISE À LA NATION

PAR GUY KONOPNICKI

Lorsque la place de la Nation se trouvait au centre de mon univers, il me semblait, il nous semblait, que l'antisémitisme appartenait à un passé récent, terrifiant mais révolu. Il y avait parfois des résurgences, une petite bande de fachos d'un lycée confessionnel de Picpus, une vieille maquerelle de la rue des Ormeaux, qui débitait ses insanités au comptoir d'un bouge de poivrots fréquenté par les nervis de Jean Dides, ancien flic de Vichy, élu député poujadiste de 1956 à 1958, en compagnie de Le Pen. Mais rien de plus, dans ce quartier encore ouvrier et industriel, où nous n'avions pas le sentiment d'appartenir à une autre communauté que celle des gamins du quartier. Un meurtre sur fond d'antisémitisme semblait alors impensable, dans l'avenue Philippe-Auguste comme dans l'ensemble de la France. Aussi, ai-je espéré, en apprenant l'assassinat de Mireille Knoll, que la riposte ne serait pas l'affaire des juifs et des organisations qui les représentent. Après tout, l'Assemblée nationale avait réagi en tant que telle après la profanation du cimetière de Carpentras et la foule qui avait alors défilé à Paris ne se réduisait pas aux seules organisations juives.

Cependant, comme lors de l'assassinat d'Ilan Halimi en 2006, la marche blanche ne répondait pas à un appel de toutes les forces de la République, mais à celui de plusieurs mouvements juifs, dont le Crif. Comme si tout le monde oubliait qu'un crime antisémite est d'abord un crime contre la France et non l'affaire des juifs. Dès lors, on peut déplorer la maladresse du président du Crif, lançant des exclusives, mais en se demandant pourquoi les élus de Paris n'ont pas pris, avant lui, l'initiative de la marche blanche. Autrement dit, pourquoi les manifestations contre l'antisémitisme sont-elles abandonnées aux juifs, les élus de la République se bornant à se montrer, certains avec une totale sincérité, d'autres pour se blanchir de leur passé ou des dérapages de leur entourage ? La communautarisation forcée de la riposte au crime conduit naturellement au dérapage politique et aux amalgames hâtifs.

L'hypocrisie fait le reste. L'antisémitisme n'est pas revenu en France par hasard. Marine Le Pen peut bien, sincèrement

ou non, jouer les oies blanches, se défaire de l'histoire de son parti, au moment où Jean-Marie Le Pen est de nouveau condamné pour ses propos négationnistes. Le Front national n'a eu de cesse de blanchir le passé antisémite de ses fondateurs, la nouvelle génération s'est bornée à ravaler la façade, sans jamais mener une critique fondamentale des idéologies qui l'ont portée. Et qui mènerait cette critique ? Les anciens du GUD, les cadres issus des officines de l'extrême droite ? Certes, ce n'est pas le vieil antisémitisme maurassien qui arme, aujourd'hui, le crime. Les terroristes islamistes et les

crapules criminelles, du « gang des barbares » à l'assassin de Mireille Knoll, sont imprégnés d'une même idéologie. Criminels par Israël, les juifs sont supposés riches, ils doivent payer ou mourir.

Bien sûr, Jean-Luc Mélenchon ne l'a jamais pensé une seconde, l'antisémitisme et le racisme pour lui autant d'abominations. Il reste que nombre d'élus de La France insoumise confondent la critique légitime du gouvernement d'Israël avec l'antisionisme, qui n'est rien d'autre que la négation des droits du peuple juif en tant que nation, constituée en Etat reconnu depuis soixante-dix ans. La critique unilatérale ne sert pas la cause de la paix, on ne saurait condamner la riposte de Tsahal sur la frontière, sans dénoncer en même temps l'organisation par le Hamas d'une manifestation mettant en cause les frontières de 1948. L'indignation sélective devient lassante, après cinq

années de crimes de masse perpétrés par Assad et l'Etat islamique. L'antisionisme d'une certaine gauche entretient la confusion, et contribue à l'enracinement dans la jeunesse d'un antisémitisme masqué en antisionisme. Comme l'atteste le saccage du local de l'Union des étudiants juifs de France, à Paris-I - Tolbiac. Ce genre de coup ne vient évidemment pas de militants de La France insoumise. Mais il leur faudra trouver le courage de refuser toute complaisance envers l'antisionisme s'ils entendent combattre l'antisémitisme. La marche blanche pour Mireille Knoll n'a pas seulement été gâchée par l'irruption incongrue de la politique. Elle témoigne d'un malaise né de la négation des sources de l'antisémitisme contemporain. ■

